PRÉFET
DE LA SOMME
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Secrétariat général**
**Service de coordination des politiques interministérielles**
**Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

# ARRÊTÉ

## portant prescriptions complémentaires de dérogation aux distances Installations classées pour la protection de l'environnement EARL POIRE JEAN PAUL à BELLOY-SAINT-LEONARD

## LE PRÉFET DE LA SOMME CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

**Vu** le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole et le programme d'actions régional associé ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 autorisant l'EARL POIRE à déroger aux règles de distances en vue d'exploiter un élevage de 100 vaches laitières et un stockage de 4 000 mètres-cubes de paille sur la commune de BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270), parcelles cadastrées sections C n°7, 10, 228, 242, 243, 244, 245 et ZD n°11 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la Préfecture de la Somme ;

**Vu** la note technique du 17 janvier 2019 relative aux moyens alternatifs de défense extérieure contre l'incendie des bâtiments d'élevage relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande déposée le 14 janvier 2022 et complétée le 10 mars 2022 par l'EARL POIRE JEAN PAUL dont le siège social est situé 30 rue principale à BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un effectif de 110 vaches laitières et 120 bovins à l'engraissement à moins de 100 mètres des tiers sur la commune de BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270), parcelles cadastrées sections C n°7, 10, 12, 13, 243, 244, 245, A n°338, ZD n°11 et 12 ;

**Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du 14 mars 2022 relatif aux moyens de défense externe contre l'incendie proposés par l'EARL POIRE JEAN PAUL ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 18 août 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 3 octobre 2023, reçu le 6 octobre 2023 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant notifié par courrier du 6 octobre 2023, reçu le 10 octobre 2023 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. l'article R. 512-52 du code de l'environnement prévoit que si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation, il adresse une demande au préfet qui statue par arrêté ;

2. l'article R. 512-53 du code de l'environnement prévoit la prise de mesures complémentaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

3. que la mise en œuvre du projet nécessite la mise à jour des prescriptions initialement imposées à l'exploitant par arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 susvisé ;

4. le projet de l'exploitant n'est pas de nature à entraîner une aggravation des dangers et inconvénients pour la commodité du voisinage et des risques de pollution du milieu naturel ;

5. les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement pour la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau sont préservés ;

6. les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont préservés notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Somme ;

# ARRÊTE

## ARTICLE 1ER.

L'article 1 de l'arrêté du 26 décembre 2012 susvisé est modifié comme suit :

« L'EARL POIRE JEAN PAUL, gérée par M. POIRE Hugues, dont le siège social de l'exploitation est situé 30 rue principale à BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270) est autorisée, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter un élevage d'une capacité maximale de 110 vaches laitières, 120 bovins à l'engraissement et un stockage de 7 000 mètres-cubes ($m^3$) de paille/fourrage sur les parcelles cadastrées sections C n°7, 10, 12, 13, 243, 244, 245, A n°338, ZD n°11 et 12 de la commune de BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270).

Ces installations sont visées par les rubriques 2101-1c et 2101-2c relatives au régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées.

Les bovins laitiers mâles nés sur l'exploitation sont comptabilisés au calcul de l'effectif de la rubrique 2101-1c ci-dessus à partir de 15 jours d'âge. »

**ARTICLE 2. – OBJET DE LA DÉROGATION AUX DISTANCES**

L'article 2 de l'arrêté du 26 décembre 2012 est modifié comme suit :

« Les bâtiments d'élevages et de stockage de paille et les annexes situés sur les parcelles cadastrées sections C n°7, 10, 12, 13, 243, 244, 245, A n°338, ZD n°11 et 12 de la commune de BELLOY-SAINT-LEONARD (80 270) font l'objet de la présente dérogation aux distances vis-à-vis des tiers. »

**ARTICLE 3. – PROTECTION CONTRE LES NUISANCES OLFACTIVES**

L'article 3 de l'arrêté du 26 décembre 2012 est modifié comme suit :

« Les opérations de curage des aires paillées et de la fumière, de vidange des fosses et d'épandage de l'ensemble des effluents d'élevage ne sont pas autorisés les week-ends et jours fériés. Un cahier d'enregistrement des opérations susvisées est tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Les fumiers mous à compacts sont obligatoirement stockés en fumière pendant une durée minimale de quatre mois avant épandage ou stockage au champ.

La zone d'accès des bovins entre la stabulation laitière et la salle de traite est raclée au minimum deux fois par jour.

Lors de la réalisation du dépôt du fumier en bout de champs sur les parcelles d'épandage, le fumier compact pailleux doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus. Il doit pouvoir être repris à l'hydrofourche.

La désinfection des installations est réalisée de façon régulière et est favorisée par l'emploi régulier de produits appropriés afin de limiter la prolifération de mouches. »

**ARTICLE 4. – PROTECTION CONTRE LE BRUIT**

L'article 4 de l'arrêté du 26 décembre 2012 est modifié comme suit :

« L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées. »

**ARTICLE 5. – PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

L'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2012 est modifié comme suit :

1. *« Défense extérieure*

La défense extérieure des bâtiments visés à l'article 1 du présent arrêté est assurée par plusieurs points d'extinction incendie (PEI) permettant de disposer d'un besoin en eau de 120 mètres-cubes sur deux heures, et notamment par :

- 1 poteau public de 100 millimètres, assurant un débit minimal de 30 mètres-cubes par heure ($m^3$/h) sous une pression statique de 1 bar, situé à l'angle de la rue d'Aumont à moins de 200 mètres des bâtiments ;

ET

- 1 poteau public de 100 millimètres assurant un débit minimal de 30 mètres-cubes par heure ($m^3$/h) sous une pression statique de 1 bar, situé 20 rue principale à moins de 400 mètres des bâtiments.

Le dispositif est effectif dès la notification du présent arrêté. L'exploitant conserve les relevés de débits/pression à disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours (relevés datant de moins de 3 ans).

Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit sur le site de l'exploitation.

2. *Défense intérieure*

Assurer la défense incendie interne des bâtiments par la présence d'extincteurs à eau pulvérisée et par un extincteur à $CO_2$ à proximité du tableau électrique.

Chacun des bâtiments de l'exploitation est équipé, au minimum d'un extincteur adapté aux risques encourus.

Le stationnement d'engins à moteurs dans le hangar de stockage de paille/fourrage situé sur les parcelles cadastrées section ZD n°11 et 12 n'est pas autorisé.

Le stockage de paille/fourrage n'est pas autorisé dans le bâtiment situé sur les parcelles cadastrées section C n°12, 13, 245. L'usage de ce bâtiment pour l'élevage (stockage d'aliments et de paille/fourrage, logement de bovins) n'est pas autorisé.

Aucun stockage de paille ou de foin supplémentaire n'est autorisé sans accord préalable du service d'inspection des installations classées sur les sites d'élevage cités à l'article 1 du présent arrêté.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les cinq ans par un technicien compétent. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé.

Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées. »

**ARTICLE 6. – PROTECTION DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES**

Le tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage autorisé est repris en annexe 2.

La distance d'épandage vis-à-vis des tiers est fixée à 50 mètres pour l'ensemble des effluents solides et à 100 mètres pour les effluents liquides.

La distance d'épandage de tous les effluents est fixée à 35 mètres des points d'eau.

Les dépôts de fumier au champ respectent les dispositions applicables en zone vulnérables.

**ARTICLE 7. – LIEN AVEC L'URBANISME**

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 8. – PUBLICATION**

En vue de l'information des tiers :

1. le présent arrêté est mis à disposition sur le site internet de la préfecture de la Somme pour une durée minimale de trois ans ;
2. une copie du présent arrêté est adressé au maire de la commune de BELLOY-SAINT-LEONARD.

**ARTICLE 9. – VOIE ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier – 80 000 AMIENS :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;

2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 10. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Somme, la Directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL POIRE JEAN PAUL.

AMIENS, le 27 OCT. 2023

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire général,

Emmanuel MOULARD

# ANNEXE 1

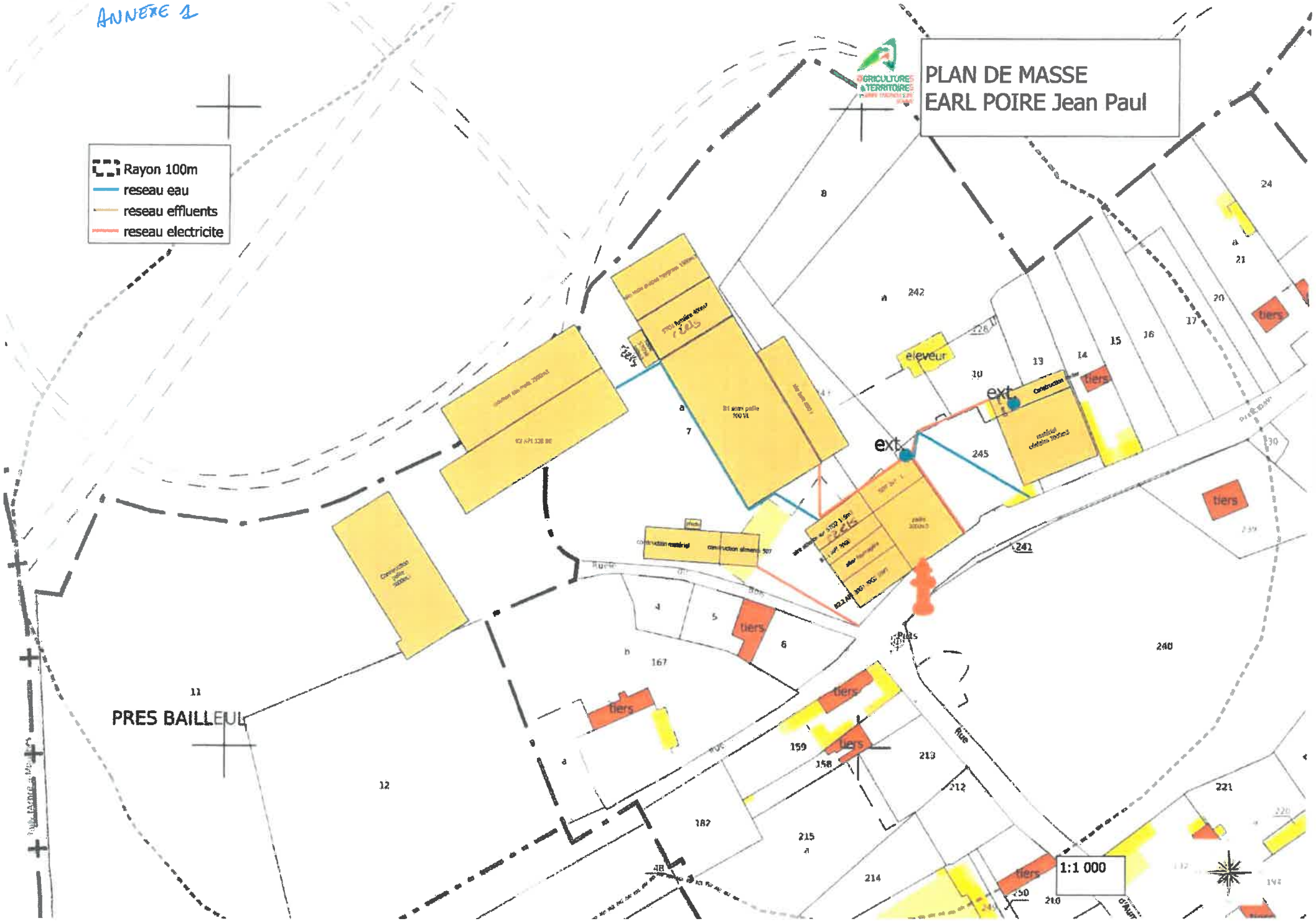
## Plan de masse

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 27 OCT. 2023 .

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire général,

Emmanuel MOULARD

ANNEXE 1


PLAN DE MASSE
EARL POIRE Jean Paul
Rayon 100m
reseau eau
reseau effluents
reseau electricite
PRES BAILLEUL
tiers
eleveur
ext
1:1 000

# ANNEXE 2

## Plan d'épandage

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 27 OCT. 2023 .

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire général,

Emmanuel MOULARD

# PLAN EPANDAGE 2022_EARL POIRE JEAN PAUL

| EXPLOITANT | ILOT | COMMUNE | SURFACE TOTALE (ha) | SURFACE TL (ha) | SURFACE PRAIRIES (ha) | SURFACE EXCLUSION FUMIER (ha) | SURFACE EXCLUSION EFFLUENTS LIQUIDES (ha) | TYPE EXCLUSION | SURFACE EPANDABLE FUMIER (ha) | SURFACE EPANDABLE EFFLUENTS LIQUIDES (ha) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EARL POIRE JEAN PAUL | 1 | BELLOY SAINT LEONARD | 5,18 | 5,18 | | | | | 5,18 | 5,18 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 2 | BELLOY SAINT LEONARD | 0,69 | 0,69 | | | | | 0,69 | 0,69 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 3 | BELLOY SAINT LEONARD | 7,37 | 7,37 | | | | | 7,37 | 7,37 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 4 | BELLOY SAINT LEONARD | 2,52 | | 2,52 | 0,35 | 1,17 | TIERS | 2,17 | 1,35 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 5 | BELLOY SAINT LEONARD | 3,24 | 3,24 | | | | | 3,24 | 3,24 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 6 | BELLOY SAINT LEONARD | 9,82 | 9,82 | | | | | 9,82 | 9,82 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 7 | BELLOY SAINT LEONARD | 14,6 | 14,60 | | | | | 14,6 | 14,6 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 8 | BELLOY SAINT LEONARD | 8,88 | 8,88 | | | | | 8,88 | 8,88 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 9 | DROMESNIL | 2,16 | 2,16 | | | | | 2,16 | 2,16 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 11 | EPAUMESNIL | 2,29 | 2,29 | | | | | 2,29 | 2,29 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 13 | EPAUMESNIL | 9,02 | 4,53 | 4,49 | | | | 9,02 | 9,02 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 14 | AVESNES CHAUSSOY | 1,44 | 1,44 | | | | | 1,44 | 1,44 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 15 | AVESNES CHAUSSOY | 3,29 | 3,29 | | | | | 3,29 | 3,29 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 17 | AVESNES CHAUSSOY | 1,95 | 1,95 | | | | | 1,95 | 1,95 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 19 | HORNOY LE BOURG | 8,03 | 8,03 | | | | | 8,03 | 8,03 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 20 | HORNOY LE BOURG | 5,9 | 3,00 | 2,9 | | | | 5,9 | 5,9 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 21 | HORNOY LE BOURG | 4,42 | 4,42 | | 0,31 | 1,2 | TIERS | 4,11 | 3,22 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 23 | AIRAINES | 2,02 | 2,02 | | | | | 2,02 | 2,02 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 24 | AIRAINES | 4,12 | 4,12 | | 0,23 | 0,23 | COURS EAU | 3,89 | 3,89 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 25 | METIGNY | 3,35 | 3,35 | | | | | 3,35 | 3,35 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 26 | METIGNY | 6,3 | 6,30 | | | | | 6,3 | 6,3 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 27 | METIGNY | 7,21 | 7,21 | | | | | 7,21 | 7,21 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 28 | METIGNY | 8,36 | 8,36 | | | | | 8,36 | 8,36 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 29 | METIGNY | 6,22 | 6,22 | | | | | 6,22 | 6,22 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 30 | METIGNY | 4,35 | 4,35 | | | | | 4,35 | 4,35 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 31 | METIGNY | 9,42 | 9,42 | | | | | 9,42 | 9,42 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 35 | ETREJUST | 6,45 | 6,45 | | | | | 6,45 | 6,45 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 37 | EPAUMESNIL | 5,46 | 5,46 | | | | | 5,46 | 5,46 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 38 | EPAUMESNIL | 7,25 | 2,54 | 4,71 | | | | 7,25 | 7,25 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 39 | BELLOY SAINT LEONARD | 0,58 | 0,58 | | 0,02 | 0,3 | TIERS | 0,56 | 0,28 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 41 | METIGNY | 1,25 | 1,25 | | | | | 1,25 | 1,25 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 43 | METIGNY | 2,84 | 2,84 | | | | | 2,84 | 2,84 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 44 | VERGIES | 5,76 | 5,76 | | | 0,3 | TIERS | 5,76 | 5,46 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 45 | EPAUMESNIL | 0,38 | 0,38 | | | | | 0,38 | 0,38 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 48 | HEUCOURT CROQUOISON | 6,27 | 6,27 | | | | | 6,27 | 6,27 |
| EARL POIRE JEAN PAUL | 49 | LAFRESGUIMONT SAINT MARTIN | 4,33 | 4,33 | | | | | 4,33 | 4,33 |
| | | **TOTAL (ha)** | **182,72** | **168,10** | **14,62** | **0,91** | **3,20** | | **181,81** | **179,52** |

*La distance d'épandage des effluents solides (fumiers d'issue du curage d'aire paillée et fumiers raclés) et des effluents liquides (lisier, effluents de traite, purins) est fixée à 35 m des cours d'eau*

*La distance d'épandage des effluents solides (fumiers d'issue du curage d'aire paillée et fumiers raclés) est fixée à 50 m des tiers*
*La distance d'épandage des effluents liquides (lisier, effluents de traite, purins) est fixée à 100 m des tiers*